

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for scanning. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of scanning are checked below.

L'Institut a numérisé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de numérisation sont indiqués ci-dessous.

- Coloured covers /
Couverture de couleur
- Covers damaged /
Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated /
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing /
Le titre de couverture manque
- Coloured maps /
Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black) /
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations /
Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material /
Relié avec d'autres documents
- Only edition available /
Seule édition disponible
- Tight binding may cause shadows or distortion
along interior margin / La reliure serrée peut
causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la
marge intérieure.

- Additional comments /
Commentaires supplémentaires:

Pagination continue.

- Coloured pages / Pages de couleur
- Pages damaged / Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated /
Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached / Pages détachées
- Showthrough / Transparence
- Quality of print varies /
Qualité inégale de l'impression
- Includes supplementary materials /
Comprend du matériel supplémentaire

- Blank leaves added during restorations may
appear within the text. Whenever possible, these
have been omitted from scanning / Il se peut que
certaines pages blanches ajoutées lors d'une
restauration apparaissent dans le texte, mais,
lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas
été numérisées.

LES VEILLES

DU

PÈRE BONSENS.

VOL. 1.

DE TOUT UN PEU

No. 6

Les Veillées du Père Bonsens se vendent 3 sous par livraison. Les personnes de la campagne ou de la ville qui désireraient recevoir cette publication à domicile pourront adresser à l'éditeur propriétaire, N. AGIN à Bécot, Comté de Verchères ou au No. 34, Rue St. Gabriel Montréal, une somme quelconque en argent ou en estampilles, et il leur sera adressé des livraisons jusqu'à ce que le montant ait été épuisé. L'envoi équivaldra à un reçu. Toutes lettres, questions, suggestions, etc. destinées à l'éditeur, devront être adressées comme dessus.

La raison les offense; ils se mettent en tête
Que tout est né pour eux, quadrupèdes et gens.
Si quelcun d'un dessert les dents,
C'est un sot. J'en conviens; mais que faut-il donc faire?
Parler de loin, ou bien se taire.

Le bon homme LA FONTAINE.

Troisième Entretien.

(Suite.)

Androché.—Pas bête, hein, le petit Louison, qu'en dites-vous, monsieur le docteur Boudin ?

Boudin.—Voyons, voyons la fin.

Bonsens continuant :— « Cet homme ne s'est pas contenté de mon premier refus ; il est revenu pour m'assurer que j'avais tort de ne pas vouloir écouter ses propositions, attendu que tous les irlandais des Etats se réunissaient pour venir fonder en Canada une république irlandaise. Je lui ai répondu là-dessus que je pensais que la meilleure place pour une république irlandaise serait en Irlande. Il a encore insisté en me disant que je pouvais devenir *sénian*, grâce à son introduction, et que pour cela, je n'avais qu'à prêter serment et à payer une piastre par semaine. Vous pouvez penser que je l'ai congédié un peu plus rudement que ne le méritait la politesse qu'il voulait me faire. Enfin je ne l'ai plus revu ; mais je crois qu'il y a bon nombre de gens qui ne voient pas les choses comme moi. Tant pis pour eux, car quand cinq hommes de la

trempe de celui qui voulait m'amadouer se réunissent en cachette, je crois qu'il y en a au moins trois qui se proposent de vendre les autres.

« Vous êtes en peine, mon cher patron, à ce qu'il paraît par votre lettre, de ce que je peux faire pour passer mon temps après les heures de travail. Je vous dirai que je me suis bientôt aperçu que les ouvriers avec qui je travaille ne sont pas plus adroits que nous autres de leurs mains, mais qu'ils ont, comme on dit par chez nous, plus d'estègue. Ils savent tous chiffrer en un moment leurs mesures et leur ouvrage ; ils font des plans pour raccourcir leur travail, et si le patron vient donner quelque chose à faire de nouveau, ils comprennent ça tout de suite sur le papier. »

Androché.—Je vois ce que c'est. Ça le dégoûte et le démonte, ce pauvre Louison : aussi je suppose qu'il va le soir à l'auberge pour se consoler.

Boudin.—Ou il se livre à une débauche effrénée. Il ne peut pas en être autrement dans cette Babylone qui a cent fois mérité le feu céleste.

Bonsens.—Attendez un peu ; continuant : « Je demandai à un camarade où il avait appris tout cela. Il me répondit que c'est bien simple, et il m'emmena le soir à une école où, sans payer un sou, les ouvriers ou les enfants pauvres peuvent aller apprendre toutes espèces de choses utiles ; on vous fournit crayons, papier, plumes, et tout ce qu'il faut. C'est dans une magnifique bâtisse qui a été construite pour cela par un monsieur Peter Cooper, ancien ouvrier lui-même, qui a donné cinq cent mille piastres pour que les pauvres n'aient pas autant de peine à s'instruire qu'il en avait eu lui-même. »

Bistouri.—Hein, confrère ? Ce scélérat d'américain ?

Boulin.—Je ne vous parle pas, confrère.

Bonsens continuant.—« Depuis que j'ai commencé à fréquenter cette école, cela m'en a fait connaître d'autres payées par le gouvernement pour enseigner le soir aux gens occupés de jour toutes sortes de choses utiles ou agréables. J'ai reçu là des notions de mécanique, de navigation, de musique. La ville de New York seule a payé cette année pour les écoles publiques gratuites deux millions et demi de piastres. On dit que vous voulez dépenser en Canada des millions pour avoir des soldats et des fortifications. Pourquoi, puisque vous avez ces millions à dépenser, ne les donnez-vous pas pour l'établissement d'écoles pour les ouvriers, pour les cultivateurs, pour les commerçants, plutôt que pour entretenir des désœuvrés et faire des fortifications. Tenez, j'en ai beaucoup vu de fortifications, et de bien gardées, je vous assure. On finit toujours par les prendre et par les détruire, tandis que la supériorité que donne l'éducation populaire ne se détruit jamais. Si les planteurs du Sud avaient employé à soulager, à instruire, à libérer leurs nègres, les millions qu'ils ont perdus à faire des murs, convertis de canons, la terrible guerre qu'ils ont subie n'aurait pas eu lieu; ils auraient encore leurs nègres comme serviteurs volontaires, et ils retireraient de beaux intérêts de leurs millions. Que l'exemple du Sud profite au moins aux gens du Nord.

Pétrus.—J'aime votre Louison, pere Bonsens; il écrit comme un livre qui parle bien. Qui aurait dit ça quand il menait ses bœufs?

Boulin.—Mais il prend bien garde de rien nous dire de ses mœurs. On doit apprendre de belles choses à ces écoles où toute la canaille doit aller, puisqu'on ne paie rien!

Quenoche.—Vous avez qu'à voir! Je troyais docteur; que l'on ne doit plus être canaille déjà quand on va à l'école.

Pétrus.—Quenoche! mon ami, si tu continues à te vais tomber à tes genoux; et t'offrir une pipe de mon vieux tabac!

Quenoche.—Merci, je m'en use pas, je ne fais pas de ma bouche une cheminée.

Bonsens.—Si vous m'interrompez toujours, nous n'en finirons jamais; laissez-moi donc lire. « Je vous envoie mon cher parrain, une gazette française où vous verrez que nous avons organisé

entre canadiens une société Saint-Jean-Baptiste pour tâcher de nous entraider, de nous connaître, de venir au secours de ceux qui peuvent être dans le besoin, et surtout de nous procurer un bon petit souvenir du pays que nous avons quitté à regret. Nous préparons un chœur de chanteurs pour la prochaine célébration, car nous voulons avoir une messe solennelle où chacun, en y assistant, pourra se reporter un moment à sa paroisse natale. »

Boulin.—Mais que nous chantent donc nos gazettes qui nous disent que notre culte est persécuté, et même presque défendu!

Bistouri.—Je pense, confrère, que vous n'en lisez qu'une, et que vous croyez tous les contes qu'elle vous fait?

Boulin.—Encore une fois, confrère, je ne vous parle pas.

Bonsens.—Me laisserez-vous enfin terminer ma lettre. J'en ai quelques autres à vous communiquer, mais si vous vous querellez sans cesse, j'y renoncerais.

Bonsens continuant de lire.—« Vous aimez, dites-vous, mon cher parrain, à savoir ce qu'on pense ici du Canada. Je vous dirai qu'il y a bien des gens qui seraient contents de voir le peuple de notre pays comprendre qu'il devrait avoir plus d'intérêt à vivre en bonne intelligence avec des voisins puissants, riches, éclairés et libres, qui nous achètent nos produits, qui donnent de l'ouvrage à notre jeunesse quand elle a de la peine à en trouver par chez nous; qu'à suivre les idées de gens qui demeurent à des mille lieues de nous, qui ont pris notre pays sans nous demander auparavant si cela nous convenait d'être à eux, et qui, aujourd'hui, paraît-il, voudraient se servir de nous pour, dans l'occasion, chercher noise à nos voisins. On me dit que dans nos campagnes, on ne voit plus que des trente-sous, et des écus américains. Je ne pense pas que vous achetiez cet argent-là pour le plaisir de le regarder; c'est donc signe que presque tous les produits de nos campagnes sont achetés par des américains. Eh! bien, il me semble que ce n'est guère dans l'habitude de nos bons habitants, ou de nos bons marchands, pas même de nos docteurs, ni de nos avocats, de se bruyiller volontairement avec leurs meilleurs pratiqués. Il faut donc croire, si ce que l'on dit est vrai, que ce ne sont pas eux qui ont cherché à déplaire aux américains dans

le moment où ils se battaient, et faisaient de grands sacrifices pour abolir cet esclavage qu'on leur reprochait tant, et maintenir leurs institutions dont on disait tant de mal, mais qui semblent leur convenir, puisque depuis bientôt cent ans qu'ils les possèdent, il ne s'est pas encore présenté un seul ambitieux assez brave, ou assez fou pour proposer de les changer.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir! Ça bien du bon sens ce que dit-là le petit Louison. C'est à croire que, nous autres habitants, nous irions chercher noise à ces gens-là qui nous achètent notre avoine, notre beurre, nos chevaux! Pas si simples que ça! Il faut que ce soient les gens d'éducation qui aient fait cette bêtise.

Boudin.—Tu ne comprends rien à ces choses-là, mon pauvre Quenoche. Il faut bien que les hommes instruits vous éclairent, et vous retiennent dans le droit chemin des principes salutaires d'une sage politique.

Quenoche.—Au diable la sage politique qui nous expose à la guerre, à la misère; qui chasse nos garçons et nos filles du pays.

Jérémie.—Je vous disais bien que l'éducation fait plus de mal que de bien, puisqu'elle fait faire, à ceux qui en ont, des sottises que nous ne ferions pas nous autres avec notre simple grosse raison.

Bonsens.—Écoutez, Jérémie, il ne faut pas voir les choses d'un seul côté, car toute chose en a deux. Par exemple, quand tu fais ferrer ton cheval, ça paraît à ton point de vue, un grand service que tu rends à ta bête, puisque ça l'empêche de se fendre la corne. Peut-être que si le cheval pensait plus loin que son nez, il découvrirait que c'est encore plus pour le faire travailler à ton profit ou pour ton plaisir, que tu fais la dépense de quatre fers, d'un licou, d'un beau harnais, que pour lui faire du bien; et il pourrait prendre la clef des champs. Mais heureusement pour nous, le cheval ne pense pas, et il pourrait bien y avoir parmi nous des politiques qui ont intérêt à nous mettre quatre fers, un beau licou, un harnais tout doré et couvert de plumes d'autruche, comme par exemple ceux qui ont intérêt à acheter nos produits à moitié prix, à nous vendre leurs marchandises plus cher, à établir dans notre pays, pour nous mener plus facilement, une monarchie, système qui

peut convenir aux vieux endroits, mais qui ne convient probablement pas à une contrée nouvelle où le climat est froid; où il est dur de défricher les terres, et où l'économie, la simplicité et la justice prompte et à bon marché, doivent former la première règle de conduite. Mais laissez-moi finir la lettre de mon filleul qui me paraît avoir de drôles d'idées.

« Je crois, mon cher parrain, que des gens ont intérêt à vous tenir en zizanie avec vos voisins les américains, puisque pendant toute la durée de leur guerre, des gazettes du Canada n'ont fait que les critiquer, les ridiculiser, et exprimer toute leur sympathie pour les gens du Sud avec qui vous ne pouvez pas avoir la moindre affaire. Des gens du Sud ont pillé des banques américaines en passant par le Canada et en se sauvant en Canada avec l'argent! On pense par ici que si vous aviez su que le Nord emporterait la victoire, vous n'auriez pas agi de cette manière. C'est comme l'empereur de France qui est allé établir une monarchie au Mexique au moyen d'une armée. Il n'eût pas osé penser à cela s'il avait cru que les américains seraient sortis de leurs difficultés aussi simplement et aussi glorieusement qu'ils l'ont fait. On croit par ici que si la France a fait cette injuste sottise, c'est parce que ce n'est pas le peuple français qui se gouverne lui-même. Aussi, quand les braves troupes françaises seront obligées de s'en retourner, elles souffriront un affront qu'elles n'auront pas mérité, et que la nation française, n'aura pas mérité, puisqu'elle n'a pas, bien certainement, été consultée. Et ici tout le monde pense que l'empire du Mexique ne durera pas. On éviterait donc bien des guerres, bien des difficultés, si l'on ne faisait rien sans consulter ceux qui paient et ceux qui se battent. »

Pétrus.—Je crois en effet que les peuples vivraient toujours en paix et se gouverneraient à bon marché, s'ils se mêlaient plus de leurs affaires qu'ils ne le font. Mais continuez, Monsieur Bonsens.

Bonsens.—Il paraît, mon parrain, que vous êtes de mauvaise humeur en Canada, parce que les américains ne veulent pas continuer le traité de réciprocité. Et pourtant c'est bien simple. On ne peut pas s'attendre à voir ces gens-là vous traiter mieux que vous ne faites à leur égard. Vous comprenez bien qu'il n'est

pas naturel qu'on cherche à avoir des transactions avec ceux qui rient de nous, qui nous souhaitent du mal, qui critiquent tout ce que l'on fait, qui aident même à nos ennemis. Par exemple, il vous a pris, tout d'un coup, l'idée de faire une confédération qui doit se changer en monarchie, au lieu de continuer une forme de gouvernement qui ne leur causait pas d'ombrage. Vous êtes bien les maîtres de vous donner la forme de gouvernement qui vous plaît, personne ne nie cela; mais alors, les américains ont aussi le droit de faire des traités avec qui leur plaît. Or ils croient que, plus le gouvernement du Canada sera différent du leur, plus il y aura de causes de chicane; et comme on donne pour raison, qu'une confédération avec un roi sera plus facile à défendre contre eux; qu'on accompagne ce plan-là de fortifications et de troupes permanentes, ce qui forcera les américains d'en faire autant, ceux-ci pensent qu'ils seraient bien fous de faire le commerce avec vous pour vous enrichir, et vous aider à payer un système de gouvernement qui leur est hostile. On ne voit pas les rois aider à l'établissement des républiques, par conséquent on ne doit pas s'attendre à voir les républiques favoriser l'établissement de nouveaux rois. Dans tout cela, mon cher parrain, ce que je regrette le plus, c'est que l'on croit par ici que ce sont les braves habitants du pays qui sont aussi arriérés, qui détestent les américains, qui ont voulu leur chercher querelle, alors qu'ils étaient dans le malheur; tandis qu'ils me semble qu'ils ne sont pour rien dans ces choses, puisqu'on n'ose pas même les consulter là-dessus. On ne me fera jamais croire que les habitants du Canada veulent dépenser de l'argent à faire des fortifications; qu'ils veulent mettre la milice sur pied; qu'ils ne veulent pas vendre leurs produits à ceux qui les leur paient le plus cher et le mieux. Mon cher parrain, je n'ai rien de plus à vous faire savoir pour aujourd'hui; et d'ailleurs je vous ai dit des choses si simples que je crains bien de vous avoir fait honte; mais enfin, vous m'avez demandé de vous écrire, et pour remplir ma lettre, j'y ai mis tout ce qui m'a passé par la tête; excusez-moi je ne le refais plus.

Notre affectionnée filleul. Faites bien mes respects et mes compliments à tous les vôtres, à votre bonne sœur Mam-

zelle Jacqueline. Si c'était un effet de sa bonté de parler de moi à la petite Margoton qui m'appelait son petit mari et qui m'a oublié, je pense, mais à qui je pensais, moi, quand je voyais la mort de près, je lui serais bien obligé. Votre filleul pour la vie, Louisou.

Pétrus.—J'espère, monsieur Bonseus, que vous ferez mes amitiés à ce brave petit Louisou. Dites-lui donc qu'il vous écrive encore, et qu'il vous donne le numéro de sa maison de pension, parce que, si je vais par-là, vendre encore des chevaux, j'irai le voir, et il me fera connaître des acheteurs et des compatriotes.

Bistouri.—Dites-lui que je l'estime pour avoir su, loin du Canada, conserver un bon souvenir de son pays natal, s'être instruit et avoir pu se mettre honnêtement à l'ouvrage après avoir été un bon soldat, et comprendre comme il le fait, les droits du peuple et les inévitables.....

Boudin.—Confère, vous vous embrouillez, et je me permets de ne pas penser comme vous. Le jeune homme a des dispositions, et s'il revenait parmi nous, s'il renonçait à ses erreurs révolutionnaires, s'il abandonnait les principes subversifs qu'il a sucés au sein d'une horde de démocrates sans frein, on pourrait, je crois, en faire quelque chose.

Jean-Claude.—Mais docteur, il ne nous a pas dit un mot de toutes ces horreurs-là. Il me semble qu'il n'a écrit à son parrain que ce que tout le monde pourrait penser.

Boudin.—Cela vous paraît ainsi; mais je vous dis qu'il n'y a rien de plus dangereux pour le peuple que de lui parler raison. Il n'a pas besoin de cela. C'est comme ça qu'on bouleverse tout dans le monde.

Bonsens.—Eh! bien, docteur, puisque la lettre de mon filleul vous paraît trop rouge, voulez-vous que je vous en lise une que j'ai reçue ces jours derniers, et qui vient d'un de vos amis politiques à ce qu'il paraît? C'est un homme, comme vous verrez, qui pense qu'il ne faut pas s'entretenir de ce que fait le gouvernement, et que le peuple n'a nul besoin de s'occuper de choses au dessus de son intelligence.

Boudin.—Ah! volontiers, j'écoute de mes deux oreilles.

Bistouri.—S'il en est ainsi, mon savant confrère ne pourra manquer d'entendre. Voyons ce que dit le bien.

Bonsens lisant : — « Monsieur Bonsens, Ayant vu par les gazettes que vous réunissez chez vous des personnes de diverses conditions avec lesquelles vous vous entretenez de toutes sortes de choses pour vous amuser et vous instruire mutuellement, et ayant vu aussi que vos conversations se trouvent indiscretement rapportées et répandues par tout le pays, je crois de mon devoir de vous adresser quelques paroles bien intentionnées pour vous mettre en garde contre les excès, et les abus de la langue. Vos petites réunions sans cérémonie pourraient être sans conséquences fâcheuses et même excessivement instructives si elles demeuraient entre vous; mais du moment qu'elles se répandent au loin parmi les populations, elles peuvent avoir des résultats qu'on ne saurait trop redouter. Par exemple, moi, je me permets de trouver certains journaux de mon parti excessivement ennuyeux, fort injustes, et même complètement absurdes, je le dis même tout bas à quelques amis; mais je ne voudrais pas me permettre de proclamer cela tout haut, parce que cela pourrait conduire indirectement et peu à peu au mépris du pouvoir. Or pour moi, le pouvoir c'est tout, et sous aucun prétexte je ne voudrais; le moins du monde, en saper les bases. J'aime mieux tout endurer sans me plaindre. Quelques unes de vos conversations me sont tombées sous la main. Elles m'intéressent beaucoup, et pour moi, si j'étais seul à les lire, je n'y trouverais rien à blâmer. Mais tout le monde n'a pas l'esprit assez fort pour tout voir sans se laisser entraîner... »

Pétrus. — Il m'a l'air passablement bête, votre bleu.

Bistouri. — Ils sont tous comme cela.

Boudin. — C'est, selon moi, un penseur profond; ce que l'on appelle un libéral conservateur. Un homme qui comprend et approuve le progrès pour lui-même, mais qui le craint avec raison pour les autres...

Quénoche. — Un hypocrite alors?

Jean-Claude. — Un égoïste plutôt?

Julien. — Permettez; je crois que c'est tout simplement une vieille blague; un de ces hommes qui peuvent s'écouter parler pendant des heures et dire des riens pompeusement. Mais continuez, monsieur Bonsens, peut-être que la fin vaudra mieux que le commencement.

Bonsens continuait à lire : — « Si vous me permettez de vous donner quelques conseils, je vous dirai que vous pouvez faire beaucoup de bien, et rendre vos entretiens bien plus utiles et plus intéressants encore, si vous vous bornez à parler de culture, de l'élevé des bestiaux, de leurs maladies, de la manière de faire pondre les poules, et de conserver les œufs, de raccommoder les attelages, de faire des chemins, de faire de la bonne collé à l'épreuve de l'eau, et de connaître les vaches laitières. Permettez-moi de vous dire que vous ne devriez pas parler du gouvernement, parce qu'un pays est sur le point de sa ruine, dès qu'il perd le respect de ceux qui le gouvernent. On sait que les hommes ne sont pas des anges, et qu'il ne faut pas attendre d'eux la perfection. Moi qui vous écris je passe pour un modèle de conduite; eh bien! je fais pourtant quelques fredaines; personne n'en sait rien, par conséquent je ne donne pas de mauvais exemple. Je ne les publie pas, par conséquent j'évite le scandale. Ainsi donc, ne dites jamais rien contre les gens du gouvernement, ni même contre leurs amis. S'ils se comportent mal, s'ils prennent ce qui ne leur appartient pas, ce n'est pas ce que vous dites à vos bons voisins qui corrigera personne; au contraire; tenez, je me rappelle qu'une gazette a publié un jour qu'un boulanger mettait de l'alun dans de la farine avariée, afin de pouvoir en faire du beau pain qui n'est pas bien sain, mais qui se vend comme l'autre; le lendemain vingt boulangers allaient acheter de l'alun. Vous ne devriez pas traiter légèrement les hommes de profession. Ils ont besoin de la confiance publique, et j'en suis un moi-même. Vous avez tort aussi de parler avec peu de respect du parlement. Il représente le peuple du pays, et ne saurait faire aucun bien, si on s'en moque, comme le fait un plaisant impertinent de mes amis qui, pour le plaisir de faire un affreux jeu de mots, quand il rencontre un député, ne manque jamais de lui demander s'il est vrai que

Tout membre du Parlement
Quand il parle ment

Vous ne devriez pas non plus vous occuper de ce qui se passe aux Etats-Unis; car cela ne peut qu'avoir un mauvais effet auprès de nos populations qui s'imaginationent, si l'on continue à vanter ce pays-là comme on le fait depuis quelque

temps; que les perdrix y tombent toutes roties, et qui y émigrent plus que jamais. Que ferons nous alors pour nous procurer des serviteurs? Mais ce que je vous recommande par-dessus tout, c'est de ne jamais vous entretenir des juges ni de nos cours de justice; car on ne leur porte déjà pas trop de respect. A part ces sujets-là, vous pouvez bavarder sans crainte de tout ce qui vous plaira. Mais, encore une fois, ce que je ne saurais trop vous recommander, c'est de vous abstenir de parler des nominations que peut faire l'administration; vous savez qu'il est difficile de contenter tout le monde, et quand un ministre donne une place, il est sûr de ne faire qu'un satisfait tandis qu'il en crée cent mécontents. Tenez, c'est au point que l'autre jour je rencontrais un ami dévoué du gouvernement actuel, qui devait, disait-on, avoir sous peu un emploi profitable. Je l'en félicitai bien sincèrement; mais cet esprit mal fait se fâcha contre moi et me dit tout furieux: «Me prenez-vous pour un défalcataire!» Enfin on ne sait plus à qui parler; et la calomnie est tellement en usage qu'on impute au gouvernement mille fautes qu'il ne saurait certainement pas commettre.»

Bistouri.—Eh! l'on ne pourrait jamais trop en dire; car je ne crois pas qu'il soit un seul autre pays au monde où l'on souffrirait sans indignation des nominations comme un grand nombre de celles qui se sont faites depuis quelques tems.

Boudin.—Oui! mais un gouvernement qui écouterait toutes les criailleries ne rendrait jamais service à ses amis, et tomberait bientôt.

Bonsens.—Je continue:—«Imaginez, monsieur Bonsens, que les détracteurs et les calomniateurs du ministère vont jusqu'à dire, que le premier ministre du Bas-Canada (je veux dire le véritable, l'autre ne compte pas) a donné à l'un de ses amis politiques la défense des causes de la couronne, et lui aurait même promis une place de juge. N'allez pas parler de cela dans vos conversations, car je vous le répète, cela ne peut être vrai, ce serait trop scandaleux, car cet ami est un ancien représentant qui fut célèbre pour avoir voulu faire passer une loi pour la protection des gens qui acquièrent des propriétés au moyen du vol, de la fraude ou de la violence;

mais cela ne peut être vrai, car le gouvernement n'oserait pas aller jusques-là, et....»

Boudin.—Voyons donc jusqu'où l'esprit de dévergondage révolutionnaire peut oser aller! Ce sont vos affreux journaux rouges sans doute qui répandent ces épouvantables médisances afin de saper notre gouvernement jusques dans les bases de son fondement....

Bistouri.—Non, mon savant confrère, ce sont au contraire les organes de l'administration qui ont répandu ce bruit. Il paraît même, selon la même autorité, qu'on avait offert à ce même ancien député la place de protonotaire, et vos organes bleus le louangent fort de n'avoir pas accepté cette charge trop inférieure pour lui, ce qui n'empêche pas que beaucoup d'avocats bien posés l'envisagent probablement, et qu'elle a été acceptée par un membre du barreau honnête et certainement supérieur sous tous les rapports à celui qui refuse soi-disant cette charge. Les journaux ministériels ne représentent certainement pas le vœu public lorsqu'ils donnent à entendre qu'une place de juge lui serait destinée et je connais bon nombre d'avocats haut placés qui regarderaient cet événement comme une calamité. Voilà comment un coup d'enceuloir maladroit destiné à un ami peut casser les dents d'un autre qui ne s'y attendait pas.

Quenoche.—Mais que dites-vous donc là tous ensemble? Je n'y comprends goutte, et si vous parlez en paraboles à mots couverts, je vais m'aller coucher; d'ailleurs il se fait tard.

Androche.—Moi aussi, ça me fatigue d'essayer de comprendre ça. Voyons, monsieur Bonsens, expliquez-nous donc de quoi il s'agit à votre simple façon?

Bonsens.—C'est bien clair. Voici ce que c'est. Il paraît qu'il y a devant les tribunaux de Montréal un procès qui dure depuis bien des années, dont on s'occupe beaucoup, parcequ'il s'agit de propriétés considérables. Je ne connais pas les détails, mais il paraît que celui qui a intenté l'action et qui représente les héritiers dont il a acquis les droits, parcequ'ils n'avaient pas les moyens de se faire rendre justice, accuse le possesseur actuel de s'être emparé des biens en question par des menées frauduleuses. Ce dernier avait pour ami, pour parent ou pour avocat, je ne sais, un membre du parlement qui, pour couper court à

toute litigation et régler l'affaire sans plus de retards ni de doute, proposa au parlement de passer une loi qui aurait déclaré comme légitime propriétaire tout individu qui aurait été en possession pendant deux ans de biens acquis par le moyen de vol, de fraude, ou de violence, ce sont les paroles même de la loi projetée.

Boudin. — Ah ! je me rappelle cela. On en a fait bien du bruit dans le temps parce que les imprimeurs de la loi avaient fait une erreur et avaient mis *vol* au lieu de *dol*.

Bonsens. — Avouez, docteur, que l'un ne vaut pas mieux que l'autre, puisque le *dol* n'est qu'un vol fait avec quelque rubrique trompeuse. Le nom ne change rien à la chose.

Boudin. — C'est vrai, mais la loi n'a pas passé et le député en question en a été assez puni puisqu'il a perdu son élection.

Bistouri. — Oui ! mais à quoi aura servi la punition, si le gouvernement le récompense et le dédommage en le plaçant sur le banc de la justice ? Quelle confiance pourront avoir les plaideurs ?

Jean-Claude. — Comme ça, si la loi avait passé pour se rendre propriétaire d'un héritage il aurait suffi d'obtenir un contrat par n'importe quel moyen frauduleux ou violent, même les armes à la main et si le crime ou la fraude pouvait se cacher aux héritiers pendant deux ans ! on devenait par cette loi propriétaire légitime ?

Pétrus. — Ou bien si on avait fait un marché avec un ivrogne sans connaissance, pourvu qu'on laissât passer deux ans sans intenter de procès, on devenait propriétaire sans que les enfants pussent jamais rentrer dans leurs biens ?

Bonsens. — C'eût été la loi.

François. — C'est abominable !

Jérémie. — C'est effrayant !

Quenoche. — Vous avez qu'à voir ! Mais les brigands des grands chemins sont respectables en comparaison !

Boudin. — Oui, mais encore une fois la loi n'a pas passé.

Julien. — C'est vrai ; mais il me semble que l'intention était la même. Allons ! je crois que j'ai bien fait de renoncer aux professions légales. Je n'aurais jamais pu voir de ces choses sans me ré-

volter et je me serais fait de mauvaises affaires avec mes collègues ou même avec les juges et cela n'aurait pas avancé celles de mes clients.

Bistouri. — Eh bien ! que dites-vous de cela, mon confrère savant et loyal ? C'est ce même auteur de la loi qui nous choque tant qu'on veut, dit-on, mettre sur le banc et qui possède toute la confiance de votre beau ministère. Ça ne me surprend plus ; on se croit tout permis avec une grosse majorité.

Boudin. — Je ne le croirai jamais ; c'est une erreur, et moi qui vous parle, si c'était vrai... eh bien ! si c'était vrai, je ne sais pas trop ce que je dirais. Mais encore une fois ça ne se peut pas.

Bonsens. — Laissez moi donc finir la lettre de mon inconnu, et après cela nous irons tous nous coucher.

Boudin. — Oui, si les malades peuvent me laisser tranquille.

Bonsens lisant. — « Le gouvernement n'oserait aller jusque là, et s'il le faisait, je vous conseillerais même de n'en pas faire mention à vos voisins, car un peuple ne peut rien gagner à mépriser ses supérieurs. Croyez-moi, mon estimable monsieur Bonsens, suivez mes conseils, et vous conserverez le respect de votre dévoué servileur qui désire demeurer dans

L'OMBRE.

Pétrus. — Mais qu'est-ce qu'il nous chaitte cet original-là avec son idée de ne pas mépriser les gens haut ou bas, qui commettent des actions méprisables ?

Boudin. — Je crois comprendre cet anonyme-là. C'est un homme fort sensé selon moi. Il nous enseigne qu'il faut bien prendre garde de ne point se laisser tromper, et qu'il faut se méfier de tous les écrivains d'aujourd'hui, car ces gens-là pour la plupart critiquent tous les hommes publics afin de s'élever eux-mêmes. Moi qui ne reçois qu'un journal, j'ai grande envie de le renvoyer et de me plonger dans la plus désolante solitude. De cette manière, personne ne me trompera, et je pourrai conserver dans mon for intérieur, au plus profond de ma conscience, de la manière la plus inébranlable, ces bons principes conservateurs que j'ai embrassés avant même d'avoir l'âge de connaissance. Je vous souhaite à tous le bonsoir et, monsieur Bonsens, faites moi prévenir quand vous

aurez du monde afin que je ne vienne pas alors chez vous.

Jacqueline.—Sortant toute effarée de sa chambre.—Ah mon Dieu, quelle heure est-il ? Onze heures ! Et mon horloge qui s'est arrêtée à huit heures et demie ! Mauvais signe quand l'horloge s'arrête à la demie ! Et puis nous avons entendu l'araignée de la mort qui faisait tiquer sa montre ! Seigneur quel malheur va tomber sur nous ? J'en suis toute effarouchée. Ayez pitié de moi ! et puis pendant toute la veillée l'œil droit m'a papillotté, signe de peine. Seigneur ! rien que des mauvais présages ! Et jusqu'à mamzelle Module qui a pilé sur la queue de ma chatte ; elle ne se maria pas cette année ! et puis en se levant elle a renversé sa chaise, autre signe de mariage retardé. Rien que malchance. C'est vous autres qui êtes cause de tout ça avec vos discours qui impatientent la providence. Et encore ça ne vous a pas empêché de parler en mal de nous...

Pétras.—Ah pour ça mamzelle Jacqueline vous vous trompez ; nous n'avons pas dit un mot des dames.

Jacqueline.—Oh ! vous avez beau nier, j'en suis sûre, l'oreille droite m'a cillé ; c'est un signe inmanquable, mais je me suis assez mordu le petit doigt que vous avez dû vous mordre la langue au sang ! Mais je ne vous plains pas. Je vous demande, ce qu'on peut dire de mal de pauvres créatures comme nous qui nous amusons à parler de celui-ci de celle-là sans leur vouloir le moindre mal. Ah Bonsens, mon frère, je n'aurais jamais cru cela de toi !

Bonsens.—Eh ! ma chère sœur, laisse donc là tous ces signes qui te tourmentent pour rien. L'horloge s'est arrêtée sans doute parce que tu as oublié de la remonter. Ton araignée de la mort n'existe que dans ton imagination ; c'est tout simplement un ver qui rongé le vieux bois ; et qui fait le bruit qui t'effraie en frappant le bois avec sa tête, on pense que c'est ainsi qu'il appelle sa compagnie. J'ai examiné un jour cet insecte ; il est gris brun, couleur de bois. Si on le met sur une planche, et qu'on la frappe à l'autre bout, du bout de l'ongle, il répond en frappant avec sa tête, et il fait alors le bruit qui a donné lieu à la superstition qui effraie ma sœur.

Boulin.—Cet insecte est de l'espèce des foreurs, du genre anobium, je m'en

souviens. J'en ai lu dans mes livres, mais je ne le connaissais pas.

Bonsens.—Moi je le connais sans savoir son nom.

Jérémie.—Je suis bien content de savoir ça. On entend souvent ce bruit-là chez nous, et ma femme me tourmente toujours alors pour que je fasse mon testament.

Jacqueline.—Tut ! tut ! C'est à croire que vous en savez plus long que les autres. Les anciens connaissent ça, et ma grand'mère m'a fait écouter l'araignée l'année de la mort de notre grand-père. Là ! que diras-tu à cela ?

Bonsens.—Je dirai que dans toutes les vieilles maisons on entend ce bruit-là, et qu'il ne fait mourir personne ; mais naturellement cela n'empêche pas de mourir ceux dont l'heure est arrivée. Et le petit ver, lui, va toujours son train, cherchant sa vie sans s'occuper de la notre, ni de la peur qu'il nous fait.

Jacqueline.—Tiens, Bonsens, veux-tu que je te dise, tu lis tant de gazettes que tu deviens un impie. Tu te moques des signes mais tu verras si mamzelle Module se marie cette année. Elle a pilé sur la queue de la chatte, et...

Bonsens.—Alors, ma pauvre sœur tu dois à ton âge avoir écrasé bien des queues de chats. Quant au mariage de cette bonne demoiselle je pense que ça dépendra plus de ce coquin de Quenoche que du chat. Hein qu'en dis-tu ? Tu ris. Tiens, mon gaillard, dépêche-toi d'aller la reconduire.

Les voisins sortent de la chambre de Jacqueline, tenant leurs manteaux, leurs chapeaux, leurs pelletteries, et les hommes les aident à s'habiller ; chacun se souhaite mutuellement le bonsoir et s'en va chez soi moins fatigué, plus dispos, l'esprit plus tranquille que celui des foules qui dans quelques heures sortiront des bals de la ville.

(A Continuer.)